

Extrait du Registre des Délibérations DU BUREAU DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE DU 3 JUIN 2025 A 18 H 30

L'an deux mille vingt-cinq, le 23 mai, Monsieur LE SCORNET, Président, a convoqué les membres du Bureau au siège de Mayenne Communauté – Salle des conseils – 10 Rue Verdun à Mayenne.

Assistaient à la séance :

M. LE SCORNET, Président, M. VALPREMIT, 1^{er} Vice-Président, M. SOUTIF, 2^{ème} Vice-Président, M. TRANCHEVENT, 3^{ème} Vice-Président, Mme RONDEAU, 4^{ème} Vice-Présidente, M. COULON, 5^{ème} Vice-Président, M. BORDELET, 6^{ème} Vice-Président, M. RAILLARD, 7^{ème} Vice-Président, Mme D'ARGENTRE, 8^{ème} Vice-Présidente, M. DELAHAYE, 10^{ème} Vice-Président, M. BONNET, 11^{ème} Vice-Président, MM. CHESNEAU, RENARD, LELIEVRE, SABRAN, RIOULT LERICHE, MONTAUFRAY, BOITTIN, NEVEU, BETTON, CARRE, MARIOTON, TALOIS, GARNIER, DOYEN, PILLAERT, Mme LANDEMAINE, MM. BULENGER, MOUTEL, PECCATTE.

Absents excusés :

M. TRANSON donne pouvoir à M. MONTAUFRAY

M. COISNON, Mme NEDJAAÏ, M. BEAUJARD, Mmes FOURNIER, GONTIER, MM. BRODIN, RIOULT.

1 - Mandats spéciaux pour la participation d'un élu à diverses rencontres

Vu les articles L.2123-18 et R.2123-22-1 du CGCT ;

Vu le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils de l'État ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié fixant le taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n°2006-781 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'État ;

Vu le décret n°2007-23 du 5 janvier 2007 modifiant le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n°84-53 du 16 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n°91-573 du 19 juin 1991 ;

Le mandat spécial correspond à une mission qui doit être accomplie, dans l'intérêt de la communauté, par un ou plusieurs membres du conseil communautaire et avec l'autorisation de celui-ci. La notion de mandat spécial exclut toutes les activités courantes de l'élu et doit correspondre à une opération déterminée de façon précise quant à son objet et limitée dans sa durée. Le mandat spécial doit entraîner des déplacements inhabituels.

La prise en charge de ces frais de déplacement restera conforme aux montants fixés par décret et votés lors du conseil communautaire du 05 mai 2022 – délibération CC05052022_27.

Le Vice-président en charge de l'économie et de l'emploi, M. TRANCHEVENT Pierrick, se rendra :

- à Saint-Denis (93) pour participer à l'Assemblée générale des Territoires d'Industrie 2025 à l'Usine Té, le 27 mai 2025
- à Paris pour participer aux Universités d'été des Intercommunalités de France, du mercredi 25 juin 2025 au jeudi 26 juin 2025
- à la Suze-sur-Sarthe (72) pour participer à la rencontre des intercommunalités en Pays de la Loire le mercredi 9 juillet 2025

Conférant le caractère de mandat spécial à ces déplacements.

Après délibération, le bureau, à l'unanimité, prend en charge les frais liés à ces mandats spéciaux par remboursement a posteriori des frais avancés (sur présentation de justificatifs).

Mayenne, le 3 juin 2025

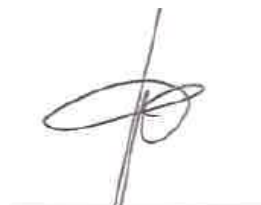
Le secrétaire de séance,

Michel PECCATTE



Le Président,

Jean-Pierre LE SCORNET



Extrait du Registre des Délibérations DU BUREAU DE MAYENNE COMMUNAUTE

SEANCE DU 3 JUIN 2025 A 18 H 30

L'an deux mille vingt-cinq, le 23 mai, Monsieur LE SCORNET, Président, a convoqué les membres du Bureau au siège de Mayenne Communauté – Salle des conseils – 10 Rue Verdun à Mayenne.

Assistaient à la séance :

M. LE SCORNET, Président, M. VALPREMIT, 1^{er} Vice-Président, M. SOUTIF, 2^{ème} Vice-Président, M. TRANCHEVENT, 3^{ème} Vice-Président, Mme RONDEAU, 4^{ème} Vice-Présidente, M. COULON, 5^{ème} Vice-Président, M. BORDELET, 6^{ème} Vice-Président, M. RAILLARD, 7^{ème} Vice-Président, Mme D'ARGENTRE, 8^{ème} Vice-Présidente, M. DELAHAYE, 10^{ème} Vice-Président, M. BONNET, 11^{ème} Vice-Président, MM. CHESNEAU, RENARD, LELIEVRE, SABRAN, RIOULT LERICHE, MONTAUFRAY, BOITTIN, NEVEU, BETTON, CARRE, MARIOTON, TALOIS, GARNIER, DOYEN, PILLAERT, Mme LANDEMAINE, MM. BULENGER, MOUTEL, PECCATTE.

Absents excusés :

M. TRANSON donne pouvoir à M. MONTAUFRAY

M. COISNON, Mme NEDJAAÏ, M. BEAUJARD, Mmes FOURNIER, GONTIER, MM. BRODIN, RIOULT.

2 - Marchés publics – Création de 4 terrains de football en gazon synthétique sur le territoire de Mayenne Communauté (25TRA03) – MAPA - Autorisation de signature

VU l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la délégation d'attributions au Bureau,

VU les articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique,

VU la délibération du Conseil Communautaire de Mayenne Communauté en date du 28 mars 2024 autorisant le Bureau à prendre toute décision concernant la signature de marchés (travaux, fournitures et services) d'un montant compris entre le seuil national et les seuils européens de procédure formalisée,

Considérant qu'il convenait de lancer le marché de travaux de création de 4 terrains de football en gazon synthétique sur le territoire de Mayenne Communauté (pour les communes de Aron, Contest, Lassy-les-Châteaux, Martigné-sur-Mayenne), à travers un lot unique : Terrassement / VRD / Sol sportif / Équipements sportifs / Clôtures,

Considérant qu'au regard du montant total estimé de cette opération, une consultation sous forme de procédure adaptée a été lancée le 7 avril 2025 pour une remise des offres fixée au 14 mai 2025 avant 12h00. 4 entreprises ont remis des offres dans les délais :

- ART DAN
- IDVERDE
- PIGEON TP LOIRE ANJOU
- SPORTINGSOLS

Considérant l'avis favorable émis par la commission MAPA de Mayenne Communauté réunie ce mardi 3 juin 2025 pour étudier les offres des différents candidats ;

Après discussion, le Bureau, à l'unanimité, décide :

Article 1 :

D'autoriser Monsieur le Président à signer et exécuter le marché n° 25TRA03 « Travaux de création de 4 terrains de football en gazon synthétique sur le territoire de Mayenne Communauté » ainsi que les pièces s'y rapportant, avec l'entreprise ART DAN (offre variante) basée à Carquefou (44) pour un montant forfaitaire total de 2 859 000 € HT, soit 3 430 800 € TTC.

Article 2 :

Conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, la présente délibération fera l'objet d'un compte rendu lors de la prochaine réunion du Conseil Communautaire et figurera au recueil des délibérations du Bureau.

Mayenne, le 3 juin 2025

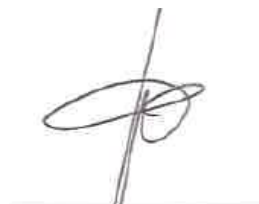
Le secrétaire de séance,

Michel PECCATTE



Le Président,

Jean-Pierre LE SCORNET



Extrait du Registre des Délibérations DU BUREAU DE MAYENNE COMMUNAUTE

SEANCE DU 3 JUIN 2025 A 18 H 30

L'an deux mille vingt-cinq, le 23 mai, Monsieur LE SCORNET, Président, a convoqué les membres du Bureau au siège de Mayenne Communauté – Salle des conseils – 10 Rue Verdun à Mayenne.

Assistaient à la séance :

M. LE SCORNET, Président, M. VALPREMIT, 1^{er} Vice-Président, M. SOUTIF, 2^{ème} Vice-Président, M. TRANCHEVENT, 3^{ème} Vice-Président, Mme RONDEAU, 4^{ème} Vice-Présidente, M. COULON, 5^{ème} Vice-Président, M. BORDELET, 6^{ème} Vice-Président, M. RAILLARD, 7^{ème} Vice-Président, Mme D'ARGENTRE, 8^{ème} Vice-Présidente, M. DELAHAYE, 10^{ème} Vice-Président, M. BONNET, 11^{ème} Vice-Président, MM. CHESNEAU, RENARD, LELIEVRE, SABRAN, RIOULT LERICHE, MONTAUFRAY, BOITTIN, NEVEU, BETTON, CARRE, MARIOTON, TALOIS, GARNIER, DOYEN, PILLAERT, Mme LANDEMAINE, MM. BULENGER, MOUTEL, PECCATTE.

Absents excusés :

M. TRANSON donne pouvoir à M. MONTAUFRAY

M. COISNON, Mme NEDJAAÏ, M. BEAUJARD, Mmes FOURNIER, GONTIER, MM. BRODIN, RIOULT.

3 - Marchés publics – Groupement de commandes – Maintenance préventive et corrective des ascenseurs, plateformes PMR et monte-charges (25SER13) – MAPA - Autorisation de signature

VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la délégation d'attributions au Bureau,

VU les articles L.2123-1 et R.2123-1 1^o du Code de la commande publique,

VU la délibération du Conseil Communautaire de Mayenne Communauté en date du 28 mars 2024 autorisant le Bureau à prendre toute décision concernant la signature de marchés (travaux, fournitures et services) d'un montant compris entre le seuil national et les seuils européens de procédure formalisée,

Considérant que les parcs immobiliers de Mayenne Communauté, la Ville de Mayenne et le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) disposent d'ascenseurs, de plateformes PMR et de monte-charges dont l'exploitation exige une maintenance complète,

Considérant que, par délibération en date du 6 mars 2025, le Conseil Communautaire a autorisé la signature de la Convention constitutive d'un groupement de commandes pour la Ville de Mayenne, le CCAS et Mayenne Communauté, ce dernier étant désigné coordonnateur, afin de permettre le lancement d'une consultation en procédure adaptée, numérotée 25SER13 et intitulée « Maintenance préventive et corrective des ascenseurs, plateformes PMR et monte-charges »,

Considérant que les prestations feront l'objet d'un accord-cadre « composite » en application des articles L. 2125-1, R. 2162-4, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique et que cet accord-cadre composite correspond :

- ❖ Pour partie à un accord-cadre mono attributaire à bons de commande et à prix unitaire (sans minimum et avec maximum) : maintenance corrective
- ❖ Pour partie à un marché ordinaire de services à prix forfaitaire : maintenance préventive

S'agissant de la part des prestations réglée à prix unitaire, le montant total des commandes est limité pour la durée du marché à un maximum défini comme suit pour chaque entité contractante :

Membres du groupement de commandes	Montant maximum annuel en € HT	Montant maximum sur 4 ans en € HT
Mayenne Communauté	12 000	48 000
Ville de Mayenne	10 000	40 000
CCAS	5 000	20 000
TOTAL	27 000	108 000

Considérant qu'au regard du montant total estimé de cette opération, une consultation sous forme de procédure adaptée a été lancée le 15 avril 2025 pour une remise des offres fixée au 21 mai 2025 avant 12h00, et que 3 candidats ont déposé une offre dans les délais : ABH, ORONA et KONE.

Considérant l'avis émis par la commission MAPA de Mayenne Communauté réunie ce mardi 3 juin 2025 pour étudier l'analyse des offres déposées pour ce marché ;

Considérant qu'au vu de l'analyse des offres, la proposition de la société ABH arrive en première position,

Après discussion, le Bureau, à l'unanimité, décide :

Article 1 :

D'autoriser Monsieur le Président à signer et exécuter l'accord-cadre composite n° 25SER13 « Maintenance préventive et corrective des ascenseurs, plateformes PMR et monte-charges », ainsi que les pièces s'y rapportant, avec la société ABH, située à Pacé (35) :

- S'agissant des prestations correctives, elles seront rémunérées, par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires fixés dans le bordereau des prix et dans le respect du plafond fixé par l'accord-cadre.
- S'agissant des prestations de maintenance préventive, elles seront rémunérées pour un montant forfaitaire annuel total de 17 335.00 € HT, soit 8 502.00 € HT/an pour la Ville de Mayenne, 6 206.00 € HT/an pour Mayenne Communauté et 2 627.00 € HT/an pour le CCAS.

Article 2 :

Conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, la présente délibération fera l'objet d'un compte rendu lors de la prochaine réunion du Conseil Communautaire et figurera au recueil des délibérations du Bureau.

Mayenne, le 3 juin 2025

Le secrétaire de séance,

Michel PECCATTE



Le Président,

Jean-Pierre LE SCORNET



Extrait du Registre des Délibérations DU BUREAU DE MAYENNE COMMUNAUTE

SEANCE DU 3 JUIN 2025 A 18 H 30

L'an deux mille vingt-cinq, le 23 mai, Monsieur LE SCORNET, Président, a convoqué les membres du Bureau au siège de Mayenne Communauté – Salle des conseils – 10 Rue Verdun à Mayenne.

Assistaient à la séance :

M. LE SCORNET, Président, M. VALPREMIT, 1^{er} Vice-Président, M. SOUTIF, 2^{ème} Vice-Président, M. TRANCHEVENT, 3^{ème} Vice-Président, Mme RONDEAU, 4^{ème} Vice-Présidente, M. COULON, 5^{ème} Vice-Président, M. BORDELET, 6^{ème} Vice-Président, M. RAILLARD, 7^{ème} Vice-Président, Mme D'ARGENTRE, 8^{ème} Vice-Présidente, M. DELAHAYE, 10^{ème} Vice-Président, M. BONNET, 11^{ème} Vice-Président, MM. CHESNEAU, RENARD, LELIEVRE, SABRAN, RIOULT LERICHE, MONTAUFRAY, BOITTIN, NEVEU, BETTON, CARRE, MARIOTON, TALOIS, GARNIER, DOYEN, PILLAERT, Mme LANDEMAINE, MM. BULENGER, MOUTEL, PECCATTE.

Absents excusés :

M. TRANSON donne pouvoir à M. MONTAUFRAY

M. COISNON, Mme NEDJAAÏ, M. BEAUJARD, Mmes FOURNIER, GONTIER, MM. BRODIN, RIOULT.

4 - Foncier - Immeuble Gendarmerie de Lassay-les-Châteaux – Bail de fusion pour les locaux techniques, de services et les logements pour la période du 1^{er} juin 2025-31 mai 2034

Par acte administratif en date du 12 novembre 2015, la Communauté de Communes de Le Horps-Lassay a donné à bail à l'État un bien réhabilité, situé route de Couterne – 53110 LASSAY-LES-CHATEAUX, à usage de locaux de service et techniques. Cette location, moyennant un loyer annuel invariable de onze mille cent soixante-dix-huit euros (11 178 €) et consentie pour une durée de 9 ans à compter du 1^{er} octobre 2015, s'est terminée le 30 septembre 2024.

Parallèlement, par acte administratif en date du 19 septembre 2019, un bail à usage de caserne a été consenti par la même Communauté de communes pour une durée de 9 ans, à compter du 1^{er} juin 2019 pour se terminer le 31 mai 2028 moyennant un loyer annuel révisé en 2022 de soixante-quinze mille cinq cent trente euros et quatre-vingt-un centimes (75 530,81 €).

Mayenne Communauté s'est substituée à la Communauté de Communes de Le Horps-Lassay dans le cadre de la fusion à compter du 1^{er} janvier 2016.

Comme cela a été fait pour le casernement de Le Ribay, le bureau communautaire du 15 octobre 2024 a autorisé deux avenants de recalage afin d'envisager un regroupement sur un bail unique qui débutera au 1^{er} juin 2025.

Une fois tous les diagnostics réalisés, il s'agit de prévoir un bail unique courant pour 9 années du 1^{er} juin 2025 au 31 mai 2034.

Sur une emprise foncière cadastrée ZH n°182, 185 et 186, d'une superficie de 6 257 m², située à Rue de Couterne – 53 110 LASSAY LES CHÂTEAUX, cet immeuble comprend :

- des logements : 6 pavillons repartis sur 4 blocs d'une surface habitable de :
 - 1 pavillon de type 4 (affecté au logement des GAV) de 81,43 m²
 - 3 pavillons de type 4 de 80,40 m² / 81,43 m² / 82,39 m²
 - 2 pavillons de type 5 de 98,39 m²,
- soit une surface totale de 424 m²
- des locaux de service et techniques (LST) de 190 m²
- un garage de service de 24 m²

La présente location est consentie moyennant un loyer annuel initial de quarante-quatre mille neuf cent trente-six euros hors charges (44 936 € HC) conformément à l'avis formulé par le Directeur Départemental des Finances Publiques du Maine et Loire, en date du 2 octobre 2024.

Vous noterez un écart important entre ce nouveau loyer et l'addition des loyers des baux précédents. Il y avait une erreur dans les surfaces dont la collectivité a bénéficié. De plus les gendarmeries, après 27 ans de prise à bail, font désormais appel au service des domaines pour une estimation en fonction de la valeur locative réelle des locaux.

Après délibération, le bureau, à l'unanimité :

- **Valide les modalités du nouveau bail de fusion pour les locaux de services et techniques ainsi que pour le casernement selon la formulation jointe en annexe,**
- **Autorise le Président à signer avec l'Etat ce nouveau bail pour une durée de 9 ans,**

Mayenne, le 3 juin 2025

Le secrétaire de séance,

Michel PECCATTE



Le Président,

Jean-Pierre LE SCORNET



Extrait du Registre des Délibérations DU BUREAU DE MAYENNE COMMUNAUTE

SEANCE DU 3 JUIN 2025 A 18 H 30

L'an deux mille vingt-cinq, le 23 mai, Monsieur LE SCORNET, Président, a convoqué les membres du Bureau au siège de Mayenne Communauté – Salle des conseils – 10 Rue Verdun à Mayenne.

Assistaient à la séance :

M. LE SCORNET, Président, M. VALPREMIT, 1^{er} Vice-Président, M. SOUTIF, 2^{ème} Vice-Président, M. TRANCHEVENT, 3^{ème} Vice-Président, Mme RONDEAU, 4^{ème} Vice-Présidente, M. COULON, 5^{ème} Vice-Président, M. BORDELET, 6^{ème} Vice-Président, M. RAILLARD, 7^{ème} Vice-Président, Mme D'ARGENTRE, 8^{ème} Vice-Présidente, M. DELAHAYE, 10^{ème} Vice-Président, M. BONNET, 11^{ème} Vice-Président, MM. CHESNEAU, RENARD, LELIEVRE, SABRAN, RIOULT LERICHE, MONTAUFRAY, BOITTIN, NEVEU, BETTON, CARRE, MARIOTON, TALOIS, GARNIER, DOYEN, PILLAERT, Mme LANDEMAINE, MM. BULENGER, MOUTEL, PECCATTE.

Absents excusés :

M. TRANSON donne pouvoir à M. MONTAUFRAY

M. COISNON, Mme NEDJAAÏ, M. BEAUJARD, Mmes FOURNIER, GONTIER, MM. BRODIN, RIOULT.

5 – Mise à disposition des équipements sportifs pour les collèges – Modification des tarifs

Le Conseil Départemental vient de nous informer du montant des dotations applicables pour l'année 2024/2025 selon la convention établie en 2022 pour une durée de cinq ans.

Les nouveaux tarifs horaires applicables à compter du 1^{er} septembre 2024 seront les suivants :

- 1) Piscines
- Piscine (quel que soit le nombre de couloirs)52.70 €/heure

Après délibération, le bureau, à l'unanimité, entérine ces nouveaux tarifs.

Mayenne, le 3 juin 2025

Le secrétaire de séance,

Michel PECCATTE



Le Président,

Jean-Pierre LE SCORNET



Extrait du Registre des Délibérations DU BUREAU DE MAYENNE COMMUNAUTE

SEANCE DU 3 JUIN 2025 A 18 H 30

L'an deux mille vingt-cinq, le 23 mai, Monsieur LE SCORNET, Président, a convoqué les membres du Bureau au siège de Mayenne Communauté – Salle des conseils – 10 Rue Verdun à Mayenne.

Assistaient à la séance :

M. LE SCORNET, Président, M. VALPREMIT, 1^{er} Vice-Président, M. SOUTIF, 2^{ème} Vice-Président, M. TRANCHEVENT, 3^{ème} Vice-Président, Mme RONDEAU, 4^{ème} Vice-Présidente, M. COULON, 5^{ème} Vice-Président, M. BORDELET, 6^{ème} Vice-Président, M. RAILLARD, 7^{ème} Vice-Président, Mme D'ARGENTRE, 8^{ème} Vice-Présidente, M. DELAHAYE, 10^{ème} Vice-Président, M. BONNET, 11^{ème} Vice-Président, MM. CHESNEAU, RENARD, LELIEVRE, SABRAN, RIOULT LERICHE, MONTAUFRAY, BOITTIN, NEVEU, BETTON, CARRE, MARIOTON, TALOIS, GARNIER, DOYEN, PILLAERT, Mme LANDEMAINE, MM. BULENGER, MOUTEL, PECCATTE.

Absents excusés :

M. TRANSON donne pouvoir à M. MONTAUFRAY

M. COISNON, Mme NEDJAAÏ, M. BEAUJARD, Mmes FOURNIER, GONTIER, MM. BRODIN, RIOULT.

6 – Convention de servitudes – ZA Petit Mesnil

Dans le cadre de la viabilisation de la ZA du Petit Mesnil à Mayenne, ENEDIS doit implanter deux coffrets de réseaux et un coffret de branchement sur la parcelle YP 0017 appartenant à Mayenne Communauté.

Après délibération, le bureau, à l'unanimité, autorise M. le Président à signer une convention de servitudes avec ENEDIS.

Mayenne, le 3 juin 2025

Le secrétaire de séance,

Michel PECCATTE



Le Président,

Jean-Pierre LE SCORNET



Extrait du Registre des Délibérations

DU BUREAU DE MAYENNE COMMUNAUTE

SEANCE DU 3 JUIN 2025 A 18 H 30

L'an deux mille vingt-cinq, le 23 mai, Monsieur LE SCORNET, Président, a convoqué les membres du Bureau au siège de Mayenne Communauté – Salle des conseils – 10 Rue Verdun à Mayenne.

Assistaient à la séance :

M. LE SCORNET, Président, M. VALPREMIT, 1^{er} Vice-Président, M. SOUTIF, 2^{ème} Vice-Président, M. TRANCHEVENT, 3^{ème} Vice-Président, Mme RONDEAU, 4^{ème} Vice-Présidente, M. COULON, 5^{ème} Vice-Président, M. BORDELET, 6^{ème} Vice-Président, M. RAILLARD, 7^{ème} Vice-Président, Mme D'ARGENTRE, 8^{ème} Vice-Présidente, M. DELAHAYE, 10^{ème} Vice-Président, M. BONNET, 11^{ème} Vice-Président, MM. CHESNEAU, RENARD, LELIEVRE, SABRAN, RIOULT LERICHE, MONTAUFRAY, BOITTIN, NEVEU, BETTON, CARRE, MARIOTON, TALOIS, GARNIER, DOYEN, PILLAERT, Mme LANDEMAINE, MM. BULENGER, MOUTEL, PECCATTE.

Absents excusés :

M. TRANSON donne pouvoir à M. MONTAUFRAY

M. COISNON, Mme NEDJAAÏ, M. BEAUJARD, Mmes FOURNIER, GONTIER, MM. BRODIN, RIOULT.

7 - ECONOMIE – Aide à l'immobilier d'entreprises – Attribution

Par délibérations en dates du 29 mars 2018, du 5 mars 2020, du 12 novembre 2020, du 26 novembre 2024 et du 24 avril 2025, Mayenne Communauté a mis en place plusieurs régimes d'aide à l'immobilier d'entreprises sur son territoire et a donné délégation au bureau communautaire pour vérifier la conformité de la demande au vu du règlement défini pour chaque type d'opération par le Conseil Communautaire.

Aide à l'immobilier d'entreprise (commerces) de moins de 10 salariés :

Observant la demande de la SCI DALV, portant le projet pour Madame Vanessa VINETTE, Entrepreneuse Individuelle en esthétique, de réaliser des travaux de réaménagement pour un local d'exploitation actuellement vacant depuis de nombreuses années et pouvant être considéré comme une friche commerciale, il vous est proposé de valider la demande d'aide ci-dessous :

Règlement		Dossier N° 21 : L'instant Bien-Être
Maitrise d'ouvrage	Ø	Architecte : Mme MARCADET
Bénéficiaire	Les commerces ayant une surface commerciale supérieure ou égale à 20 m²	30 rue Vénus, 53470 Martigné-sur-Mayenne / 66 m²
Projet	Travaux de construction, extension, réhabilitation et aménagements extérieurs et intérieurs de locaux	Réhabilitation des locaux et aménagements intérieurs
Secteur d'activité	Les commerces de proximité avec un point de vente et du personnel présent pour l'accueil et l'encaissement, proposant à la vente des articles neufs	Institut de beauté

	<p>ou de seconde-main</p> <p>Les activités éligibles sont :</p> <p>Les alimentations générales, les supérettes, les traiteurs, les commerces alimentaires spécialisés (boulangeries-pâtisseries, boucheries-charcuteries, cavistes...),</p> <p>Les cafés, hôtels, restaurants, bars, tabacs, presses,</p> <p>Les commerces de détail (livres, prêt à porter, chaussures, bricolage, maroquinerie, parfumerie, opticien, bijouterie/horlogerie, meubles, articles de sport/loisir, fleuriste, ...),</p> <p>Les laveries, blanchisseries, couturiers, cordonniers,</p> <p>Les garages, les distributeurs de carburant,</p> <p>Les soins de beauté : instituts de beauté, salons de coiffure/barbiers, ongleries</p> <p>Les entreprises de métiers d'art, conformément à l'arrêté du 24 décembre 2015 fixant la liste des métiers d'art, en application de l'article 20 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat, sont également éligibles au dispositif</p>	
Nbr de salariés	< 10	0
Statut du bénéficiaire	<p>Entreprise de statut sociétaire, sociétés de crédit-bail immobilier, sociétés de portage immobilier et sociétés d'économie mixte, entreprises individuelles.</p> <p>Sociétés civiles immobilières à condition d'un minimum de similitude entre l'actionnariat de la SCI et de la société d'exploitation. Ces différents cas seront étudiés en GECO et le cas échéant délibéré en Bureau Communautaire.</p>	<p>SCI DALV</p> <p>SIREN N° 932 422 017</p> <p>Pour</p> <p>Entreprise Individuelle</p> <p>N° 520 983 719</p>
Dépenses éligibles	<ul style="list-style-type: none"> • Mise aux normes • Accessibilité • Sécurité • Second œuvre • Economie d'énergie, isolation intérieure • Menuiserie (porte, devanture, vitrine) • Embellissement intérieur (peinture, luminaire, sols...) • Frais d'honoraires : architecte, contrôle technique et assurances dommage-ouvrage 	<ul style="list-style-type: none"> • Plomberie, chauffage, électricité (20 559,47 € HT) • Plaquiste (30 337,89 € HT) • Menuiseries (5 098,60 € HT) •
% de l'assiette éligible	<p>Subvention de 20% des dépenses d'un montant minimum de 4 000 € et maximum 50 000 € (<i>soit une subvention de 800€ minimum et 10 000€ maximum</i>)</p> <p>Majoration friche : 15 % de la subvention (soit de 120 € à 1 500 € supplémentaires)</p>	<p>20 % des travaux</p> <p>Friche commerciale</p>
Montant de l'aide	<p>Aide de 800 à 10 000 €</p> <p>Majoration friche de 120 à 1 500 €</p>	11 500,00 €

Après délibération, le bureau, à l'unanimité :

- **Approuve le versement de l'aide à l'immobilier d'entreprise à la SCI DALV sur présentation des justificatifs de paiement.**
- **Autorise le Président à signer tout document inhérent à ce dossier.**

Mayenne, le 3 juin 2025

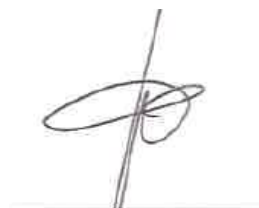
Le secrétaire de séance,

Michel PECCATTE



Le Président,

Jean-Pierre LE SCORNET



Extrait du Registre des Délibérations

DU BUREAU DE MAYENNE COMMUNAUTE

SEANCE DU 3 JUIN 2025 A 18 H 30

L'an deux mille vingt-cinq, le 23 mai, Monsieur LE SCORNET, Président, a convoqué les membres du Bureau au siège de Mayenne Communauté – Salle des conseils – 10 Rue Verdun à Mayenne.

Assistaient à la séance :

M. LE SCORNET, Président, M. VALPREMIT, 1^{er} Vice-Président, M. SOUTIF, 2^{ème} Vice-Président, M. TRANCHEVENT, 3^{ème} Vice-Président, Mme RONDEAU, 4^{ème} Vice-Présidente, M. COULON, 5^{ème} Vice-Président, M. BORDELET, 6^{ème} Vice-Président, M. RAILLARD, 7^{ème} Vice-Président, Mme D'ARGENTRE, 8^{ème} Vice-Présidente, M. DELAHAYE, 10^{ème} Vice-Président, M. BONNET, 11^{ème} Vice-Président, MM. CHESNEAU, RENARD, LELIEVRE, SABRAN, RIOULT LERICHE, MONTAUFRAY, BOITTIN, NEVEU, BETTON, CARRE, MARIOTON, TALOIS, GARNIER, DOYEN, PILLAERT, Mme LANDEMAINE, MM. BULENGER, MOUTEL, PECCATTE.

Absents excusés :

M. TRANSON donne pouvoir à M. MONTAUFRAY

M. COISNON, Mme NEDJAAÏ, M. BEAUJARD, Mmes FOURNIER, GONTIER, MM. BRODIN, RIOULT.

8 - ECONOMIE – Aide à l'immobilier d'entreprises – Attribution

Par délibérations en dates du 29 mars 2018, du 5 mars 2020, du 12 novembre 2020, du 26 novembre 2024 et du 24 avril 2025, Mayenne Communauté a mis en place plusieurs régimes d'aide à l'immobilier d'entreprises sur son territoire et a donné délégation au bureau communautaire pour vérifier la conformité de la demande au vu du règlement défini pour chaque type d'opération par le Conseil Communautaire.

Aide à l'immobilier d'entreprise (commerces) de moins de 10 salariés :

Observant la demande de Madame Valérie LELAURE et Monsieur David BAUMAN, portant le projet de reprise du bar-tabac-multi-services Le Saint-Anne à Marcillé-la-Ville pour le transformer en « Le P'tit Marcillé », en ajoutant en supplément une offre de restauration, de réaliser des travaux d'aménagements intérieurs et extérieurs, il vous est proposé de valider la demande d'aide ci-dessous :

Règlement		Dossier N° 22 : Le P'tit Marcillé
Maitrise d'ouvrage	Ø	Ø
Bénéficiaire	Les commerces ayant une surface commerciale supérieure ou égale à 20 m²	26 rue de Normandie, 53440 Marcillé-la-Ville / 140 m²
Projet	Travaux de construction, extension, réhabilitation et aménagements extérieurs et intérieurs de locaux	Aménagements intérieurs & extérieurs
Secteur d'activité	Les commerces de proximité avec un point de vente et du personnel présent pour l'accueil et l'encaissement, proposant à la vente des articles neufs	Tabac, presse, supérette, restaurant

	<p>ou de seconde-main</p> <p>Les activités éligibles sont :</p> <p>Les alimentations générales, les supérettes, les traiteurs, les commerces alimentaires spécialisés (boulangeries-pâtisseries, boucheries-charcuteries, cavistes...),</p> <p>Les cafés, hôtels, restaurants, bars, tabacs, presses,</p> <p>Les commerces de détail (livres, prêt à porter, chaussures, bricolage, maroquinerie, parfumerie, opticien, bijouterie/horlogerie, meubles, articles de sport/loisir, fleuriste, ...),</p> <p>Les laveries, blanchisseries, couturiers, cordonniers,</p> <p>Les garages, les distributeurs de carburant,</p> <p>Les soins de beauté : instituts de beauté, salons de coiffure/barbiers, ongleries</p> <p>Les entreprises de métiers d'art, conformément à l'arrêté du 24 décembre 2015 fixant la liste des métiers d'art, en application de l'article 20 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat, sont également éligibles au dispositif</p>	
Nbr de salariés	< 10	0
Statut du bénéficiaire	<p>Entreprise de statut sociétaire, sociétés de crédit-bail immobilier, sociétés de portage immobilier et sociétés d'économie mixte, entreprises individuelles.</p> <p>Sociétés civiles immobilières à condition d'un minimum de similitude entre l'actionnariat de la SCI et de la société d'exploitation. Ces différents cas seront étudiés en GECO et le cas échéant délibéré en Bureau Communautaire.</p>	<p>SNC (particularité ruraliste) : en création</p> <p>SIREN N° xxx xxx xxx</p>
Dépenses éligibles	<ul style="list-style-type: none"> • Mise aux normes • Accessibilité • Sécurité • Second œuvre • Economie d'énergie, isolation intérieure • Menuiserie (porte, devanture, vitrine) • Embellissement intérieur (peinture, luminaire, sols...) • Frais d'honoraires : architecte, contrôle technique et assurances dommage-ouvrage 	<ul style="list-style-type: none"> • Electricité (1 798.22 € HT) • Peintures/façades (5 480.49 € HT) • Enseignes (6 477.67 € HT) •
% de l'assiette éligible	<p>Subvention de 20% des dépenses d'un montant minimum de 4 000 € et maximum 50 000 € (soit une subvention de 800€ minimum et 10 000€ maximum)</p> <p>Majoration friche : 15 % de la subvention (soit de 120 € à 1 500 € supplémentaires)</p>	<p>20 % des travaux</p> <p>Pas de friche commerciale</p>
Montant de l'aide	<p>Aide de 800 à 10 000 €</p> <p>Majoration friche de 120 à 1 500 €</p>	2 751,28 €

Après délibération, le bureau, à l'unanimité :

- **Approuve le versement de l'aide à l'immobilier d'entreprise pour le projet de Valérie LEALURE et David BAUMANN à leur SNC en création sur présentation des justificatifs de paiement.**
- **Autorise le Président à signer tout document inhérent à ce dossier.**

Mayenne, le 3 juin 2025

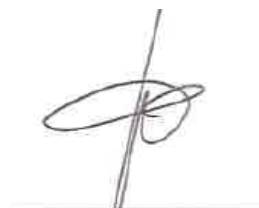
Le secrétaire de séance,

Michel PECCATTE



Le Président,

Jean-Pierre LE SCORNET



Extrait du Registre des Délibérations

DU BUREAU DE MAYENNE COMMUNAUTE

SEANCE DU 3 JUIN 2025 A 18 H 30

L'an deux mille vingt-cinq, le 23 mai, Monsieur LE SCORNET, Président, a convoqué les membres du Bureau au siège de Mayenne Communauté – Salle des conseils – 10 Rue Verdun à Mayenne.

Assistaient à la séance :

M. LE SCORNET, Président, M. VALPREMIT, 1^{er} Vice-Président, M. SOUTIF, 2^{ème} Vice-Président, M. TRANCHEVENT, 3^{ème} Vice-Président, Mme RONDEAU, 4^{ème} Vice-Présidente, M. COULON, 5^{ème} Vice-Président, M. BORDELET, 6^{ème} Vice-Président, M. RAILLARD, 7^{ème} Vice-Président, Mme D'ARGENTRE, 8^{ème} Vice-Présidente, M. DELAHAYE, 10^{ème} Vice-Président, M. BONNET, 11^{ème} Vice-Président, MM. CHESNEAU, RENARD, LELIEVRE, SABRAN, RIOULT LERICHE, MONTAUFRAY, BOITTIN, NEVEU, BETTON, CARRE, MARIOTON, TALOIS, GARNIER, DOYEN, PILLAERT, Mme LANDEMAINE, MM. BULENGER, MOUTEL, PECCATTE.

Absents excusés :

M. TRANSON donne pouvoir à M. MONTAUFRAY

M. COISNON, Mme NEDJAAÏ, M. BEAUJARD, Mmes FOURNIER, GONTIER, MM. BRODIN, RIOULT.

9 - ECONOMIE – Aide à l'immobilier d'entreprises – Attribution

Par délibérations en dates du 29 mars 2018, du 5 mars 2020, du 12 novembre 2020, du 26 novembre 2024 et du 24 avril 2025, Mayenne Communauté a mis en place plusieurs régimes d'aide à l'immobilier d'entreprises sur son territoire et a donné délégation au bureau communautaire pour vérifier la conformité de la demande au vu du règlement défini pour chaque type d'opération par le Conseil Communautaire.

Aide à l'immobilier d'entreprise (commerces) de moins de 10 salariés :

Observant la demande de Madame Véronique ANIS, portant le projet de réaliser des travaux d'isolation de sa boutique, il vous est proposé de valider la demande d'aide ci-dessous :

Règlement		Dossier N° 23 : Impulsion
Maitrise d'ouvrage	Ø	Ø
Bénéficiaire	Les commerces ayant une surface commerciale supérieure ou égale à 20 m²	4 place Georges Clemenceau, 53100 Mayenne / 23 m²
Projet	Travaux de construction, extension, réhabilitation et aménagements extérieurs et intérieurs de locaux	Réhabilitation, Isolation
Secteur d'activité	Les commerces de proximité avec un point de vente et du personnel présent pour l'accueil et l'encaissement, proposant à la vente des articles neufs ou de seconde-main Les activités éligibles sont :	Commerce de détail

	<p>Les alimentations générales, les supérettes, les traiteurs, les commerces alimentaires spécialisés (boulangeries-pâtisseries, boucheries-charcuteries, cavistes...),</p> <p>Les cafés, hôtels, restaurants, bars, tabacs, presses,</p> <p>Les commerces de détail (livres, prêt à porter, chaussures, bricolage, maroquinerie, parfumerie, opticien, bijouterie/horlogerie, meubles, articles de sport/loisir, fleuriste, ...),</p> <p>Les laveries, blanchisseries, couturiers, cordonniers,</p> <p>Les garages, les distributeurs de carburant,</p> <p>Les soins de beauté : instituts de beauté, salons de coiffure/barbiers, ongleries</p> <p>Les entreprises de métiers d'art, conformément à l'arrêté du 24 décembre 2015 fixant la liste des métiers d'art, en application de l'article 20 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat, sont également éligibles au dispositif</p>	
Nbr de salariés	< 10	0
Statut du bénéficiaire	<p>Entreprise de statut sociétaire, sociétés de crédit-bail immobilier, sociétés de portage immobilier et sociétés d'économie mixte, entreprises individuelles.</p> <p>Sociétés civiles immobilières à condition d'un minimum de similitude entre l'actionnariat de la SCI et de la société d'exploitation. Ces différents cas seront étudiés en GECO et le cas échéant délibéré en Bureau Communautaire.</p>	<p>Entreprise Individuelle</p> <p>SIREN N° 789 563 343</p>
Dépenses éligibles	<ul style="list-style-type: none"> • Mise aux normes • Accessibilité • Sécurité • Second œuvre • Economie d'énergie, isolation intérieure • Menuiserie (porte, devanture, vitrine) • Embellissement intérieur (peinture, luminaire, sols...) • Frais d'honoraires : architecte, contrôle technique et assurances dommage-ouvrage 	<ul style="list-style-type: none"> • Menuiserie, isolation : 13 764.65 € HT •
% de l'assiette éligible	<p>Subvention de 20% des dépenses d'un montant minimum de 4 000 € et maximum 50 000 € (<i>soit une subvention de 800€ minimum et 10 000€ maximum</i>)</p> <p>Majoration friche : 15 % de la subvention (soit de 120 € à 1 500 € supplémentaires)</p>	<p>20 % des travaux</p> <p>Pas de friche commerciale</p>
Montant de l'aide	<p>Aide de 800 à 10 000 €</p> <p>Majoration friche de 120 à 1 500 €</p>	2 752,93 €

Après délibération, le bureau, à l'unanimité :

- **Approuve le versement de l'aide à l'immobilier d'entreprise pour le projet de Véronique ANIS, exploitante de la boutique Impulsion, à l'Entreprise Individuelle qu'elle représente sur présentation des justificatifs de paiement.**
- **Autorise le Président à signer tout document inhérent à ce dossier.**

Mayenne, le 3 juin 2025

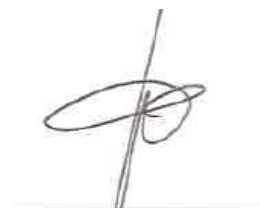
Le secrétaire de séance,

Michel PECCATTE



Le Président,

Jean-Pierre LE SCORNET



Extrait du Registre des Délibérations

DU BUREAU DE MAYENNE COMMUNAUTE

SEANCE DU 3 JUIN 2025 A 18 H 30

L'an deux mille vingt-cinq, le 23 mai, Monsieur LE SCORNET, Président, a convoqué les membres du Bureau au siège de Mayenne Communauté – Salle des conseils – 10 Rue Verdun à Mayenne.

Assistaient à la séance :

M. LE SCORNET, Président, M. VALPREMIT, 1^{er} Vice-Président, M. SOUTIF, 2^{ème} Vice-Président, M. TRANCHEVENT, 3^{ème} Vice-Président, Mme RONDEAU, 4^{ème} Vice-Présidente, M. COULON, 5^{ème} Vice-Président, M. BORDELET, 6^{ème} Vice-Président, M. RAILLARD, 7^{ème} Vice-Président, Mme D'ARGENTRE, 8^{ème} Vice-Présidente, M. DELAHAYE, 10^{ème} Vice-Président, M. BONNET, 11^{ème} Vice-Président, MM. CHESNEAU, RENARD, LELIEVRE, SABRAN, RIOULT LERICHE, MONTAUFRAY, BOITTIN, NEVEU, BETTON, CARRE, MARIOTON, TALOIS, GARNIER, DOYEN, PILLAERT, Mme LANDEMAINE, MM. BULENGER, MOUTEL, PECCATTE.

Absents excusés :

M. TRANSON donne pouvoir à M. MONTAUFRAY

M. COISNON, Mme NEDJAAÏ, M. BEAUJARD, Mmes FOURNIER, GONTIER, MM. BRODIN, RIOULT.

10 – Ressources Humaines – DEJAS – Ajustement des temps de travail – Organisation de la rentrée scolaire 2025-2026

Il appartient au conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Afin d'adapter les moyens et les besoins identifiés, en lien avec l'évolution de la carte scolaire, il est proposé de modifier comme suit les temps de travail des animateurs périscolaires et ALSH et des agents des écoles pour la rentrée scolaire 2025-2026, tous créés sur le cadre d'emplois des adjoints d'animation :

N° poste	Intitulé	2024 - 2025	2025 - 2026
381	Agent d'animation périscolaire	81 %	0 %
411	Agent d'animation périscolaire	53 %	13 %
412	Agent d'animation périscolaire	71 %	100 %
235	Agent d'animation périscolaire	24 %	24 %
392	Agent d'animation périscolaire	93 %	13 %
391	Agent d'animation périscolaire	100 %	93 %

226	Agent d'animation périscolaire	100 %	0 %
380	Agent d'animation périscolaire	77 %	88 %
301	Agent d'animation périscolaire	51 %	58 %
382	Agent d'animation périscolaire	13 %	13 %
91	Agent des écoles primaires	88 %	60 %
5	Agent des écoles primaires	100 %	90 %
37	Agent des écoles primaires	100 %	80 %
Variation		9,51 ETP	6,32 ETP

Les cotations de ces différents postes restent inchangées.

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code général de la fonction publique territoriale,
Vu le budget Communautaire,
Vu le tableau actuel des effectifs de Mayenne Communauté,
Considérant les besoins des services
Vu l'avis favorable du comité social territorial du 23 mai 2025 ;

Après délibération, le bureau, à l'unanimité :

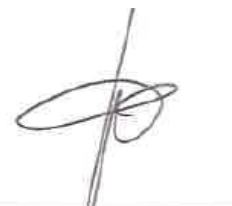
- **Approuve cette proposition à compter du 1^{er} septembre 2025**
- **Décide de mettre à jour l'organigramme cible en prenant en compte les modifications susvisées.**

Mayenne, le 3 juin 2025

Le secrétaire de séance,
Michel PECCATTE



Le Président,
Jean-Pierre LE SCORNET

Extrait du Registre des Délibérations

DU BUREAU DE MAYENNE COMMUNAUTE

SEANCE DU 3 JUIN 2025 A 18 H 30

L'an deux mille vingt-cinq, le 23 mai, Monsieur LE SCORNET, Président, a convoqué les membres du Bureau au siège de Mayenne Communauté – Salle des conseils – 10 Rue Verdun à Mayenne.

Assistaient à la séance :

M. LE SCORNET, Président, M. VALPREMIT, 1^{er} Vice-Président, M. SOUTIF, 2^{ème} Vice-Président, M. TRANCHEVENT, 3^{ème} Vice-Président, Mme RONDEAU, 4^{ème} Vice-Présidente, M. COULON, 5^{ème} Vice-Président, M. BORDELET, 6^{ème} Vice-Président, M. RAILLARD, 7^{ème} Vice-Président, Mme D'ARGENTRE, 8^{ème} Vice-Présidente, M. DELAHAYE, 10^{ème} Vice-Président, M. BONNET, 11^{ème} Vice-Président, MM. CHESNEAU, RENARD, LELIEVRE, SABRAN, RIOULT LERICHE, MONTAUFRAY, BOITTIN, NEVEU, BETTON, CARRE, MARIOTON, TALOIS, GARNIER, DOYEN, PILLAERT, Mme LANDEMAINE, MM. BULENGER, MOUTEL, PECCATTE.

Absents excusés :

M. TRANSON donne pouvoir à M. MONTAUFRAY

M. COISNON, Mme NEDJAAÏ, M. BEAUJARD, Mmes FOURNIER, GONTIER, MM. BRODIN, RIOULT.

11 – Ressources Humaines – DAMEST – Réorganisation du service collecte des déchets

Il appartient au conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

L'évolution des modes de collecte marquée par la disparation à venir du porte-à-porte au profit des points d'apports volontaires a des impacts en matière d'organisation des équipes et de définition des besoins. Ainsi, il est proposé l'organisation suivante :

N° poste	Intitulé poste actuel	Nouvel intitulé	Cotation actuelle	Cotation projetée
2164	Chauffeur de benne à ordures ménagères	Agent d'entretien des points d'apport collectif	C1 à C3 + CE ADM	C1 à C3 + CE ADM
1704	Chauffeur de benne à ordures ménagères	Chauffeur de camion Ampliroll, grue et compacteur	C1 à C3 + CE ADM	C1 à C3 + CE ADM
1695	Chauffeur de camion Ampliroll, grue et compacteur	Chauffeur de camion Ampliroll et compacteur	C1 à C3 + CE ADM	C1 à C3 + CE ADM

1688	Chauffeur de camion Ampliroll, grue et compacteur	Agent de maintenance itinérant	C1 à C3 + CE ADM	C1 à C3 + CE ADM
2184	Chauffeur de collecte et gardien de déchetterie	Chauffeur de collecte et gardien de déchetterie	C1 à C3	C1 à C3 + CE ADM

Vu le code général des collectivités territoriales ;
 Vu le code général de la fonction publique territoriale,
 Vu le budget communautaire,
 Vu le tableau actuel des effectifs de Mayenne Communauté,
 Considérant les besoins des services
 Vu l'avis favorable du comité social territorial du 23 mai 2025 ;

Après délibération, le bureau, à l'unanimité :

- **Approuve ces propositions.**
- **Décide de mettre à jour l'organigramme cible en prenant en compte les modifications susvisées.**

Mayenne, le 3 juin 2025

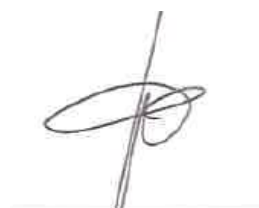
Le secrétaire de séance,

Michel PECCATTE



Le Président,

Jean-Pierre LE SCORNET

Extrait du Registre des Délibérations DU BUREAU DE MAYENNE COMMUNAUTE

SEANCE DU 3 JUIN 2025 A 18 H 30

L'an deux mille vingt-cinq, le 23 mai, Monsieur LE SCORNET, Président, a convoqué les membres du Bureau au siège de Mayenne Communauté – Salle des conseils – 10 Rue Verdun à Mayenne.

Assistaient à la séance :

M. LE SCORNET, Président, M. VALPREMIT, 1^{er} Vice-Président, M. SOUTIF, 2^{ème} Vice-Président, M. TRANCHEVENT, 3^{ème} Vice-Président, Mme RONDEAU, 4^{ème} Vice-Présidente, M. COULON, 5^{ème} Vice-Président, M. BORDELET, 6^{ème} Vice-Président, M. RAILLARD, 7^{ème} Vice-Président, Mme D'ARGENTRE, 8^{ème} Vice-Présidente, M. DELAHAYE, 10^{ème} Vice-Président, M. BONNET, 11^{ème} Vice-Président, MM. CHESNEAU, RENARD, LELIEVRE, SABRAN, RIOULT LERICHE, MONTAUFRAY, BOITTIN, NEVEU, BETTON, CARRE, MARIOTON, TALOIS, GARNIER, DOYEN, PILLAERT, Mme LANDEMAINE, MM. BULENGER, MOUTEL, PECCATTE.

Absents excusés :

M. TRANSON donne pouvoir à M. MONTAUFRAY

M. COISNON, Mme NEDJAAÏ, M. BEAUJARD, Mmes FOURNIER, GONTIER, MM. BRODIN, RIOULT.

12 – Ressources Humaines – DEJAS – Pôle Enfance Jeunesse et Extrascolaire – Création de postes en contrats de projets

Il appartient au conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Le pôle enfance Jeunesse et extrascolaire est organisé comme suit :

- 1 service Ados'com sur la ville de Mayenne (4 ETP, dont 2 contrats de projet qui s'achèvent fin 2025) ;
- 1 service Espace jeunes sur la commune de Lassay-les-Châteaux (2 ETP, dont 1 contrat de projet qui s'achève fin 2025, ainsi qu'un apprenti).

La nature de ces embauches avait été faite pour vérifier les besoins réels.

Sur les deux sites, nous constatons une forte présence de jeunes :

- À Mayenne, plus de 120 jeunes sont accueillis chaque jour durant 3 heures sur les périodes scolaires. Il était prévu un effectif de 2 agents par soirée mais un troisième agent s'avère indispensable pour garantir la qualité du service (être à l'écoute, pouvoir échanger avec les jeunes, ...). L'absence de recrutement se ferait au détriment d'autres actions (partenariats, formations, travail autour des propositions sur les vacances). Il est priorisé les interventions dans les collèges, éléments constitutifs de la réussite du service ;
- À Lassay-les-Châteaux, la fréquentation augmente de manière plus douce et ce, sans la perspective de l'ouverture du Jardin boréal, où l'on sait qu'en l'état actuel nous ne pourrions pas ouvrir le lundi après-midi.

La santé mentale des jeunes s'est fortement dégradée ces dernières années. Les animateurs, adultes repérés et de confiance, sont souvent amenés à recevoir des paroles complexes (envie suicidaire, viol, agressions, mal-être, ...). Ces temps demandent une présence importante aussi bien psychologiquement qu'en terme de temps, la création de relations avec des partenaires institutionnels et associatifs, des temps de travail et d'échanges en équipe plus importants et du temps de formation.

Pour permettre d'assurer l'ensemble des missions (dans et hors les murs en période scolaire comme pendant les vacances scolaires), il est proposé de renouveler 2 des 3 postes d'animateur jeunesse existants sous la forme d'un contrat de projet :

- un poste à temps complet en contrat de projet en référence au cadre d'emplois des adjoints d'animation et au grade d'animateur pour une durée d'1 an à compter du 1^{er} septembre 2025 partagé entre les 2 sites, le temps d'analyser les besoins réels une fois le nouvel équipement ouvert ;
- un poste à temps complet en contrat de projet en référence au cadre d'emplois des adjoints d'animation et au grade d'animateur pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2026.

Intitulé du poste	Taux d'emploi	Filière	Grades possibles
1 poste Animateurs jeunesse (CP) Durée 1 an	100%	Animation	C1 à C3 + B1
1 poste Animateurs jeunesse (CP) Durée 3 ans	100%	Animation	C1 à C3 + B1

Cette proposition n'a pas d'impact budgétaire car elle reconduit certains des postes existants. La répartition GUP de cette création de poste est de 100 % Mayenne Communauté.

Il est précisé que le prochain conseil communautaire sera également saisi d'un projet de création de 3 postes à temps complet d'animateur jeunesse pour les services précités afin de :

- pérenniser un des trois contrats de projet susmentionnés ;
- compenser l'absence d'apprenti sur le service ;
- renforcer l'équipe de permanents, ce qui permettra de moins recourir à des animateurs vacataires.

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la fonction publique territoriale notamment son article L313-1 et L332-24 ;

Vu le budget Communautaire ;

Vu le tableau actuel des effectifs de Mayenne Communauté,

Considérant les besoins du service,

Vu l'avis favorable du comité social territorial du 23 mai 2025 ;

Après délibération, le bureau, à l'unanimité :

- **Approuve ces propositions**
- **Autorise la mise à jour de l'organigramme-cible en prenant en compte les modifications susvisées.**

Mayenne, le 3 juin 2025

Le secrétaire de séance,

Michel PECCATTE



Le Président,

Jean-Pierre LE SCORNET



Extrait du Registre des Délibérations

DU BUREAU DE MAYENNE COMMUNAUTE

SEANCE DU 3 JUIN 2025 A 18 H 30

L'an deux mille vingt-cinq, le 23 mai, Monsieur LE SCORNET, Président, a convoqué les membres du Bureau au siège de Mayenne Communauté – Salle des conseils – 10 Rue Verdun à Mayenne.

Assistaient à la séance :

M. LE SCORNET, Président, M. VALPREMIT, 1^{er} Vice-Président, M. SOUTIF, 2^{ème} Vice-Président, M. TRANCHEVENT, 3^{ème} Vice-Président, Mme RONDEAU, 4^{ème} Vice-Présidente, M. COULON, 5^{ème} Vice-Président, M. BORDELET, 6^{ème} Vice-Président, M. RAILLARD, 7^{ème} Vice-Président, Mme D'ARGENTRE, 8^{ème} Vice-Présidente, M. DELAHAYE, 10^{ème} Vice-Président, M. BONNET, 11^{ème} Vice-Président, MM. CHESNEAU, RENARD, LELIEVRE, SABRAN, RIOULT LERICHE, MONTAUFRAY, BOITTIN, NEVEU, BETTON, CARRE, MARIOTON, TALOIS, GARNIER, DOYEN, PILLAERT, Mme LANDEMAINE, MM. BULENGER, MOUTEL, PECCATTE.

Absents excusés :

M. TRANSON donne pouvoir à M. MONTAUFRAY

M. COISNON, Mme NEDJAAÏ, M. BEAUJARD, Mmes FOURNIER, GONTIER, MM. BRODIN, RIOULT.

13 – Ressources Humaines – Mise à jour annuelle de l'organigramme-cible

Conformément aux engagements pris courant 2023, il est proposé une révision de l'organigramme-cible dont la dernière mise à jour remonte à juin 2024. Cette actualisation reprend tous les éléments ayant déjà fait l'objet d'une présentation en CST et d'une délibération du bureau ou du conseil communautaire :

- les postes créés ou supprimés depuis la dernière révision ;
- les modifications de temps de travail ;
- les changements d'intitulés de poste ou de direction ;
- les modifications de cotation de poste ;
- les attributions de NBI pour certains postes

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la fonction publique territoriale,

Vu l'avis favorable du comité social territorial du 23 mai 2025 ;

Après délibération, le bureau, à l'unanimité, approuve la mise à jour de l'organigramme cible suite aux différentes modifications susvisées.

Mayenne, le 3 juin 2025

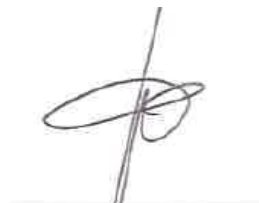
Le secrétaire de séance,

Michel PECCATTE



Le Président,

Jean-Pierre LE SCORNET



Extrait du Registre des Délibérations

DU BUREAU DE MAYENNE COMMUNAUTE

SEANCE DU 3 JUIN 2025 A 18 H 30

L'an deux mille vingt-cinq, le 23 mai, Monsieur LE SCORNET, Président, a convoqué les membres du Bureau au siège de Mayenne Communauté – Salle des conseils – 10 Rue Verdun à Mayenne.

Assistaient à la séance :

M. LE SCORNET, Président, M. VALPREMIT, 1^{er} Vice-Président, M. SOUTIF, 2^{ème} Vice-Président, M. TRANCHEVENT, 3^{ème} Vice-Président, Mme RONDEAU, 4^{ème} Vice-Présidente, M. COULON, 5^{ème} Vice-Président, M. BORDELET, 6^{ème} Vice-Président, M. RAILLARD, 7^{ème} Vice-Président, Mme D'ARGENTRE, 8^{ème} Vice-Présidente, M. DELAHAYE, 10^{ème} Vice-Président, M. BONNET, 11^{ème} Vice-Président, MM. CHESNEAU, RENARD, LELIEVRE, SABRAN, RIOULT LERICHE, MONTAUFRAY, BOITTIN, NEVEU, BETTON, CARRE, MARIOTON, TALOIS, GARNIER, DOYEN, PILLAERT, Mme LANDEMAINE, MM. BULENGER, MOUTEL, PECCATTE.

Absents excusés :

M. TRANSON donne pouvoir à M. MONTAUFRAY

M. COISNON, Mme NEDJAAÏ, M. BEAUJARD, Mmes FOURNIER, GONTIER, MM. BRODIN, RIOULT.

14 – Ressources Humaines – Fixation des taux d'avancement de grade pour l'année 2025

Pour tout avancement de grade, le nombre maximal de fonctionnaires pouvant être promus est déterminé par un taux appliqué à l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions pour cet avancement.

Une délibération doit fixer ce taux, appelé « ratio promus – promouvables », pour chaque grade accessible par la voie de l'avancement de grade. Il peut varier entre 0 et 100%. Cette modalité concerne tous les grades d'avancement (pour toutes les filières).

Ainsi, il convient de fixer, au regard des circonstances locales, grade par grade, le ratio promus / promouvables, le nombre de promouvables représentant l'effectif des fonctionnaires du grade considéré remplissant les conditions d'avancement de grade.

Il appartient à l'organe délibérant de fixer par délibération, le taux permettant de déterminer, à partir du nombre d'agents remplissant les conditions pour être nommés à un grade d'avancement, le nombre maximum de fonctionnaires pouvant être promus à ce grade.

Pour rappel, la collectivité devra se conformer aux critères énoncés dans les lignes directrices de gestion.

Les nominations envisagées tiennent compte de l'enveloppe définie dans le cadre des récentes discussions relatives au pouvoir d'achat des agents, à savoir 29.300 € pour les années 2025 et 2026 inclus.

Il sera présenté aux organisations syndicales le tableau d'avancement dont l'application est fixée au 1^{er} octobre 2025.

Catégorie	Grade d'origine	Grade d'avancement	Taux
C	Adjoint technique	Adjoint technique principal de 2 ^e classe	43 %
C	Adjoint technique principal de 2 ^e classe	Adjoint technique principal de 1 ^{re} classe	42 %
C	Adjoint administratif	Adjoint administratif principal de 2 ^e classe	50 %
C	Adjoint administratif principal de 2 ^e classe	Adjoint administratif principal de 1 ^{re} classe	33 %
C	Adjoint du patrimoine	Adjoint du patrimoine principal de 2 ^e classe	33 %
C	Agent de maîtrise	Agent de maîtrise principal	50 %

Catégorie	Grade d'origine	Grade d'avancement	Taux
B	Technicien	Technicien principal de 2 ^e classe	0 %
B	Technicien principal de 2 ^e classe	Technicien principal de 1 ^{re} classe	0 %
B	Rédacteur	Rédacteur principal 2 ^e classe	0 %
B	Rédacteur principal de 2 ^e classe	Rédacteur principal de 1 ^{re} classe	0 %
B	Animateur	Animateur principal de 2 ^e classe	0 %
B	Animateur principal de 2 ^e classe	Animateur principal de 1 ^{re} classe	0 %
B	Assistant de conservation	Assistant de conservation principal 2 ^e classe	0 %
B	Assistant de conservation principal 2 ^e classe	Assistant de conservation principal 1 ^{re} classe	0 %
B	Assistant d'enseignement artistique ppal 2 ^e classe	Assistant d'enseignement artistique principal 1 ^{re} classe	0 %
B	Éducateur des A.P.S. principal de 2 ^e classe	Éducateur des A.P.S. principal de 1 ^{re} classe	0 %

Les taux à 0 % en catégorie B ne relèvent pas d'une volonté de la collectivité mais des quotas imposés par la réglementation limitant l'accès à certains grades si les agents ne sont pas détenteurs de l'examen professionnel.

Catégorie	Grade d'origine	Grade d'avancement	Taux
A	Attaché	Attaché principal	25 %
A	Ingénieur	Ingénieur principal	0 %
A	Puéricultrice	Puéricultrice hors classe	0 %
A	Éducateur jeunes enfants	Éducateur jeunes enfants de classe exceptionnelle	0 %

Dans l'hypothèse où par l'effet du pourcentage déterminé le nombre maximum de fonctionnaires pouvant être promus n'est pas un nombre entier, l'entier supérieur/inférieur sera retenu.

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la fonction publique territoriale notamment son article L522-27 ;

Vu le budget de Mayenne Communauté ;

Vu l'avis favorable du comité social territorial du 23 mai 2025 ;

Après délibération, le bureau, à l'unanimité :

- **Fixe le taux de promotion d'avancement de grade comme exposé préalablement ;**
- **Précise que les crédits correspondants sont inscrits au budget primitif 2025.**

Mayenne, le 3 juin 2025

Le secrétaire de séance,

Michel PECCATTE



Le Président,

Jean-Pierre LE SCORNET



Extrait du Registre des Délibérations

DU BUREAU DE MAYENNE COMMUNAUTE

SEANCE DU 3 JUIN 2025 A 18 H 30

L'an deux mille vingt-cinq, le 23 mai, Monsieur LE SCORNET, Président, a convoqué les membres du Bureau au siège de Mayenne Communauté – Salle des conseils – 10 Rue Verdun à Mayenne.

Assistaient à la séance :

M. LE SCORNET, Président, M. VALPREMIT, 1^{er} Vice-Président, M. SOUTIF, 2^{ème} Vice-Président, M. TRANCHEVENT, 3^{ème} Vice-Président, Mme RONDEAU, 4^{ème} Vice-Présidente, M. COULON, 5^{ème} Vice-Président, M. BORDELET, 6^{ème} Vice-Président, M. RAILLARD, 7^{ème} Vice-Président, Mme D'ARGENTRE, 8^{ème} Vice-Présidente, M. DELAHAYE, 10^{ème} Vice-Président, M. BONNET, 11^{ème} Vice-Président, MM. CHESNEAU, RENARD, LELIEVRE, SABRAN, RIOULT LERICHE, MONTAUFRAY, BOITTIN, NEVEU, BETTON, CARRE, MARIOTON, TALOIS, GARNIER, DOYEN, PILLAERT, Mme LANDEMAINE, MM. BULENGER, MOUTEL, PECCATTE.

Absents excusés :

M. TRANSON donne pouvoir à M. MONTAUFRAY

M. COISNON, Mme NEDJAAÏ, M. BEAUJARD, Mmes FOURNIER, GONTIER, MM. BRODIN, RIOULT.

15 – Ressources Humaines – DEJAS – Détermination des montants des forfaits animateurs à compter du 1^{er} juin 2025

- Le contrat d'engagement éducatif

Le contrat d'engagement éducatif (CEE) est un contrat de travail spécifique destiné aux animateurs et aux directeurs saisonniers, des accueils collectifs de mineurs en France. Il a été créé en 2006 afin de répondre aux besoins spécifiques de ce secteur d'activités. Ces CEE sont des contrats de droit privé faisant l'objet de mesures dérogatoires au droit du travail.

Les bénéficiaires d'un CEE sont des personnes qui participent de façon occasionnelle, pendant les vacances scolaires, les congés professionnels ou de loisirs, à des fonctions d'animation ou de direction. La collectivité a la possibilité d'utiliser le décret encadrant l'utilisation des CEE afin de rémunérer les animateurs saisonniers pour les périodes de vacances. Dans le cadre de ces contrats, les animateurs sont payés à la journée de manière forfaitaire.

Les services concernés sont les suivants :

Ville de Mayenne	Mayenne Communauté
Accueil de loisirs « La courte échelle » (maternelle)	Espace jeunes sur le secteur de Lassay-les-Châteaux
Accueil de loisirs « Planet'mômes » (élémentaire)	Ados'Com sur le secteur de Mayenne

- Les principes du forfait

L'animateur réalise sa journée avec un maximum de 9 h 30 dont une pause de 30 minutes rémunérée (au bout de 6 h de travail) et son repas est payé par la collectivité puisqu'il déjeune avec les enfants et est à la disposition de l'employeur le temps du repas. Chaque employeur détermine le montant de ces forfaits journaliers sachant que le montant payé par journée doit être au minimum égal à 2 heures de SMIC.

- **Propositions à compter du 1^{er} juin 2025**

Jusqu'à ce jour, aucun mineur n'était embauché par contre, nos services pouvaient être leur terrain de stage (ces jeunes exerçaient bénévolement et n'étaient pas comptabilisés dans les taux d'encadrement).

Depuis octobre 2022, la formation BAFA est ouverte aux jeunes dès l'âge de 16 ans, les difficultés de recrutement existent toujours en particulier pour les jeunes BAFA avec une formation complète. Les jeunes mineurs sont reliés au droit du travail des mineurs (8 h/jour maximum et 35 h par semaine). Ce droit du travail n'est pas en corrélation avec l'organisation du service : 11 h 30 d'ouverture et les animateurs 9 h 30 par jour travaillé (pour les journées avec veillées, réunions ou sorties, une demi-journée par semaine en repos).

Un décret du 4 décembre 2024 impose une revalorisation salariale significative à compter du 1^{er} mai 2025. Jusqu'alors, la rémunération minimale était de 26,14 € bruts par jour (soit 2,20 fois le SMIC horaire) et passera à 51,08 € bruts par jour (soit 4,30 fois le SMIC horaire)

Il est proposé des forfaits différenciés en fonction de l'âge et donc du nombre d'heures travaillées.

	Poste occupé	Rappel des montants des forfaits journaliers applicables depuis juin 2024	Propositions des montants des forfaits journaliers applicables à compter du 15 juin 2025
BAFD ou diplôme équivalent	Directeur	110 €	110 €
BAFD en cours ou dérogation	Directeur	100 €	100 €
BAFD	Directeur adjoint	94 €	94 €
BAFD en cours	Directeur adjoint	92 €	92 €
BAFA complet (agent majeur)	Directeur adjoint	90 €	90 €
BAFA complet ou diplôme équivalent (agent majeur)	Animateur	85,80 €	86 €
BAFA complet ou diplôme équivalent (agent mineur)	Animateur	50 €	60 €
BAFA stagiaires (agent majeur)	Animateur stagiaire	75 €	75 €
BAFA stagiaires (agent mineur)	Animateur stagiaire	37,50 €	52 €
Sans formation (agent majeur)	Animateur non diplômé	67 €	67 €
Supplément Surveillant de Baignade (exigence sur l'activité)	Animateur	10 €	10 €

Considérant la proximité d'âge entre les animateurs mineurs et le public fréquentant les services jeunesse, il sera privilégié l'embauche d'animateurs mineurs dans les structures accueillant les plus jeunes usagers.

Les directeurs des ALSH sont en priorité des agents permanents, mais il peut arriver exceptionnellement que ce ne soit pas possible pour diverses raisons.

Vu le contrat d'engagement éducatif créé par la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 ;
Vu le code de l'action social et des familles et notamment les articles L432-1 et suivants ;
Vu le budget Communautaire ;
Vu le tableau actuel des effectifs de Mayenne Communauté,
Considérant les besoins du service,
Vu l'avis favorable du comité social territorial du 23 mai 2025 ;

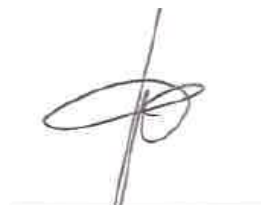
Après délibération, le bureau, à l'unanimité, approuve ces propositions à compter du 15 juin 2025.

Mayenne, le 3 juin 2025

Le secrétaire de séance,
Michel PECCATTE



Le Président,
Jean-Pierre LE SCORNET



Extrait du Registre des Délibérations

DU BUREAU DE MAYENNE COMMUNAUTE

SEANCE DU 3 JUIN 2025 A 18 H 30

L'an deux mille vingt-cinq, le 23 mai, Monsieur LE SCORNET, Président, a convoqué les membres du Bureau au siège de Mayenne Communauté – Salle des conseils – 10 Rue Verdun à Mayenne.

Assistaient à la séance :

M. LE SCORNET, Président, M. VALPREMIT, 1^{er} Vice-Président, M. SOUTIF, 2^{ème} Vice-Président, M. TRANCHEVENT, 3^{ème} Vice-Président, Mme RONDEAU, 4^{ème} Vice-Présidente, M. COULON, 5^{ème} Vice-Président, M. BORDELET, 6^{ème} Vice-Président, M. RAILLARD, 7^{ème} Vice-Président, Mme D'ARGENTRE, 8^{ème} Vice-Présidente, M. DELAHAYE, 10^{ème} Vice-Président, M. BONNET, 11^{ème} Vice-Président, MM. CHESNEAU, RENARD, LELIEVRE, SABRAN, RIOULT LERICHE, MONTAUFRAY, BOITTIN, NEVEU, BETTON, CARRE, MARIOTON, TALOIS, GARNIER, DOYEN, PILLAERT, Mme LANDEMAINE, MM. BULENGER, MOUTEL, PECCATTE.

Absents excusés :

M. TRANSON donne pouvoir à M. MONTAUFRAY

M. COISNON, Mme NEDJAAÏ, M. BEAUJARD, Mmes FOURNIER, GONTIER, MM. BRODIN, RIOULT.

16 – Ressources Humaines – Communication – Elargissement de la vacation « porteur de journaux »

Conformément à l'article L. 313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. L'article 3 de la loi 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, dispose que les emplois au sein des collectivités territoriales doivent être pourvus par des emplois titulaires. Néanmoins, le recrutement de vacataires est autorisé lorsque les trois conditions suivantes sont réunies :

- recrutement pour exécuter un acte déterminé ;
- recrutement discontinu dans le temps et répondant à un besoin ponctuel de l'établissement public ;
- rémunération attachée à l'acte.

Il s'avère que l'acquisition de sucettes publicitaires pour l'ensemble des communes de l'intercommunalité crée de nouveaux besoins en matière de ressources humaines, notamment dans les communes qui n'adhèrent pas au service commun « Prestations de voirie ». Ainsi, il est proposé d'élargir le champ d'intervention de la vacation « Porteur de journaux » en « Porteur de journaux et diffusion de supports de communication ».

Pour mémoire, les taux horaires définis fin 2024 pour l'année 2025 demeurent inchangés.

Direction	Service	Poste	Effectif simultané sur une journée	Rémunération brute
DASSP / CCAS	Résidence autonomie	Agent technique	2	14,50 € / heure

DG	Communication	Porteur de journaux et diffusion de supports de communication	8	14,50 € / heure
DSVA	Centre aquatique	Agent d'accueil et d'entretien	6	14,50 € / heure
DSVA	Centre aquatique	Surveillant de baignade	10	15,50 € / heure
DAC	Conservatoire	Jury d'examen de fin de cycle	4	21,60 € / heure
DAC	Conservatoire	Jury du concours de piano	8	85,00 € / heure
DASSP	Pompes funèbres	Porteur	8	47,10 € (forfait de 3,50 heures)
DASSP	Centre de santé	Médecins généralistes	2	50,00 € / heure
DASSP	Centre de santé	Médecins spécialistes	2	60,00 € / heure
DEJAS	Enfance - Jeunesse	AESH (scolaire, périscolaire et extrascolaire)	10	14,50 € / heure
DEJAS	Maison de la petite enfance	Psychologue	1	87,10 € / heure*
DEJAS	Maison de la petite enfance	Médecin	1	110,00 € / heure**
DEJAS	Restaurant municipal	Diététicien	1	25,00 € / heure***
* Dans la limite de 80 heures par an dont 42 pour la seule Maison de la petite enfance ** Dans la limite de 5 heures par mois *** Dans la limite de 3 heures par mois				

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code général de la fonction publique territoriale, et notamment ses articles L332-13 et L 332-23 ;
Vu le décret 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relative aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,
Vu le budget communautaire ;
Vu le tableau actuel des effectifs de Mayenne Communauté,
Considérant les besoins du service et la nécessité de garantir la continuité du service
Vu l'avis favorable du comité social territorial du 23 mai 2025 ;

Après délibération, le bureau, à l'unanimité, approuve cette proposition.

Mayenne, le 3 juin 2025

Le secrétaire de séance,

Michel PECCATTE



Le Président,

Jean-Pierre LE SCORNET




Extrait du Registre des Délibérations DU BUREAU DE MAYENNE COMMUNAUTE

SEANCE DU 3 JUIN 2025 A 18 H 30

L'an deux mille vingt-cinq, le 23 mai, Monsieur LE SCORNET, Président, a convoqué les membres du Bureau au siège de Mayenne Communauté – Salle des conseils – 10 Rue Verdun à Mayenne.

Assistaient à la séance :

M. LE SCORNET, Président, M. VALPREMIT, 1^{er} Vice-Président, M. SOUTIF, 2^{ème} Vice-Président, M. TRANCHEVENT, 3^{ème} Vice-Président, Mme RONDEAU, 4^{ème} Vice-Présidente, M. COULON, 5^{ème} Vice-Président, M. BORDELET, 6^{ème} Vice-Président, M. RAILLARD, 7^{ème} Vice-Président, Mme D'ARGENTRE, 8^{ème} Vice-Présidente, M. DELAHAYE, 10^{ème} Vice-Président, M. BONNET, 11^{ème} Vice-Président, MM. CHESNEAU, RENARD, LELIEVRE, SABRAN, RIOULT LERICHE, MONTAUFRAY, BOITTIN, NEVEU, BETTON, CARRE, MARIOTON, TALOIS, GARNIER, DOYEN, PILLAERT, Mme LANDEMAINE, MM. BULENGER, MOUTEL, PECCATTE.

Absents excusés :

M. TRANSON donne pouvoir à M. MONTAUFRAY

M. COISNON, Mme NEDJAAÏ, M. BEAUJARD, Mmes FOURNIER, GONTIER, MM. BRODIN, RIOULT.

17 - Création régie de recettes pour la base de loisirs de la Haie Traversaine

Vu la délibération en date du 24/04/2025 portant sur la reprise en régie de la base de loisirs de la Haie Traversaine,

Considérant le projet d'acte constitutif de régie annexé au présent dossier,

Après délibération, le bureau, à l'unanimité :

- **Approuve la création d'une régie de recettes pour la base de loisirs de la Haie Traversaine**
- **Autorise le président à signer tout document inhérent au présent dossier.**

Mayenne, le 3 juin 2025

Le secrétaire de séance,

Michel PECCATTE



Le Président,

Jean-Pierre LE SCORNET

